

A l'ombre du Mur

Israéliens et Palestiniens
entre séparation et occupation

sous la direction de
Stéphanie Larre Abdallah et Cédric Parizot

Ouvrage publié avec le concours du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et grâce au soutien de la Direction générale de la recherche de la Commission européenne, dans le cadre du réseau d'excellence Ramses², financé par le 6^e Programme Cadre (numéro de contrat CIT3-CT-2005-513366). Cet ouvrage relève de la seule responsabilité de l'éditeur et de ses auteurs; la Commission européenne ne peut pas être tenue responsable de son contenu ni de son utilisation.

Cet ouvrage présente les travaux du programme de recherche "Le conflit israélo-palestinien sous l'angle des mobilités transfrontalières" qui a été mis en œuvre de 2008 à 2010 dans le cadre du Réseau d'excellence des centres de recherche en sciences humaines sur la Méditerranée (Ramses²). Coordonné par Stéphanie Larre Abdallah et Cédric Parizot, ce programme a impliqué un partenariat scientifique entre la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, l'Institut d'études et de recherches sur le monde arabe et musulman (IREMAM), l'Institut d'ethnologie européenne et comparative (IDEMEC) à Aix-en-Provence, l'Institut français des relations internationales (IFRI-Paris), l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID-Genève) et le Centre de recherche français à Jérusalem (CRFJ).



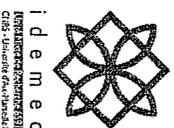
SIXTH FRAMEWORK
PROGRAMME

RAMSES²

RESEAU D'EXCELLENCE
DES CENTRES DE RECHERCHE
EN SCIENCES HUMAINES
SUR LA MEDITERRANEE



Maison
méditerranéenne
des sciences
de l'homme



ideme c
INSTITUT FRANÇAIS DES
RELATIONS INTERNATIONALES
ET DU DEVELOPPEMENT



THE GRADUATE INSTITUTE | GENEVA
INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL
AND DEVELOPMENT STUDIES



© ACTES SUD, 2011
pour l'édition française
ISBN 978-2-7427-9535-2

ACTES SUD / MMSH

SOMMAIRE

INTRODUCTION

- A l'ombre du Mur : comprendre le régime d'occupation israélien,
par Stéphanie Latte Abdallah, Cédric Parizot 15

I. GÉOGRAPHIES DE L'OCCUPATION

- La privatisation des *checkpoints* : quand l'occupation militaire
rencontre le néolibéralisme, *par Shirin Habkin* 51
Déni de frontières. "Toile carcérale" et management des prisonniers
politiques palestiniens après Oslo (1993-2010),
par Stéphanie Latte Abdallah 73

II. ÉCONOMIES DE LA SÉPARATION

- Discours économiques et construction des frontières dans l'espace
israélo-palestinien depuis 1967, *par Lev Luis Grinberg* 105
Porosité, fragmentation et méconnaissance. Acteurs et dispositifs
de contrôle du fret entre la Cisjordanie et Israël,
par Yaakov Garb 125
Du Kir Kar au 4 x 4. La séparation vue sous l'angle du trafic
de marchandises entre Israël et la Cisjordanie (2007-2010)
par Basel Natsbeh, Cédric Parizot 153

III. QUOTIDIEN AUX MARGES DE LA NATION

- Acter le nationalisme. Pratiques sécuritaires et construction
de l'image de l'ennemi arabe dans le Sud d'Israël,
par Degenit Manor 187
Identité, solidarité et réseaux socioéconomiques à l'épreuve des lignes
de séparation : une étude des relations entre Palestiniens d'Israël
et des Territoires occupés, *par Elisabeth Marten* 203

IV. TOURISME ET CONSTRUCTION DU CONFLIT

- Militants sans frontières ? Les voyages en Israël et dans les Territoires
palestiniens organisés depuis la France, *par Marc Hecker* 229
Passer à Bethléem : sur les traces de Jésus, Palestinien et Israélien,
par Jackie Feldman 255

CONCLUSION

- Pratiques des lieux, logiques des pouvoirs : une lecture
foucauldienne des espaces israélo-palestiniens,
par Riccardo Bocco 283

- Les auteurs* 305
Bibliographie 309

PRATIQUES DES LIEUX,
LOGIQUES DES POUVOIRS :
UNE LECTURE FOUCAULDIENNE
DES ESPACES ISRAËLO-PALESTINIENS

Depuis les annonces de la fin des Territoires, du “tout globalisé” et de la “fin de l’Histoire” proclamées par de nombreux chercheurs dans les premières années qui ont suivi la fin de la guerre froide, nous avons assisté à des processus multiples et complexes de re-territorialisation d’anciens espaces, à la production de nouveaux régimes territoriaux, économiques, sociaux et politiques induits par de nouveaux rapports au temps et à l’espace. De façon apparemment paradoxale, la notion de frontière a été largement revisitée, celle de “surveillance” a émergé et les champs d’enquête qui y sont relatifs ont connu un essor sans précédent, avec une panoplie d’objets nouveaux ou anciens, dans des contextes transformés, tant au Nord qu’au Sud, à l’Est ou à l’Ouest (Bigo, Bocco, Piermay, 2009).

L’espace israélo-palestinien n’échappe pas à ces processus. Malgré une occupation militaire qui dure depuis bientôt quarante-quatre ans, ce qui reste des Territoires palestiniens¹ a connu d’importantes évolutions dans leurs modes de contrôle par l’État israélien. Dans un ouvrage récent, Neve Gordon (2008) a modélisé les changements du régime d’occupation, en distinguant une phase de colonisation

1. Les Territoires palestiniens sous occupation (TPO) constituent actuellement moins d’un quart de la superficie de la Palestine mandataire. Bien que l’État d’Israël ne respecte pas la quatrième convention de Genève et considère les Territoires palestiniens comme des *disputed lands*, la communauté internationale a reconnu une occupation *de facto*. Les TPO incluent la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza, d’où les Israéliens se sont retirés en août 2005, mais qui reste légalement sous occupation car les Palestiniens n’en contrôlent pas les frontières terrestres et maritimes, ainsi que l’espace aérien. A noter parmi les conséquences du “Printemps arabe” en Egypte, la réouverture des frontières occidentales de la bande de Gaza, fin mai 2011.

— celle qui a prévalu entre 1967 et le début des années 1990 — d'une phase de séparation qui a commencé juste avant le processus d'Oslo (1993-2000) et qui continue à ce jour. Pendant la première phase, la stratégie israélienne impliquait une exploitation des ressources et une prise en charge de l'administration de la population. La seconde phase témoigne d'une exploitation accrue des ressources (terre et eau en particulier), mais aussi d'un abandon de responsabilités de la part du pouvoir occupant quant aux conditions de vie des populations palestiniennes. Celles-ci sont soumises à des régimes d'isolement et de fragmentation des espaces de vie, contrôlés pour mieux être exclues. Comme l'ont remarqué Korf et Amiri, dans la perspective des divers apparts de contrôle israéliens, "les Palestiniens sont réduits à des sujets uni-dimensionnels : des sujets en mouvement" (2011). Enfin, au gré des divers accords sécuritaires intervenus entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne, les forces de sécurité de cette dernière ont pris le relais pour contrôler les populations palestiniennes, et cela de façon accrue et répressive depuis fin 2007 en particulier, après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas.

Le "Mur (de l'Apartheid)", ou la "Barrière de sécurité" — selon les terminologies adoptées respectivement par une majorité de Palestiniens et d'Israéliens — n'a pas remis en cause cette logique. Entamée en 2002 pour protéger officiellement la société israélienne des attaques terroristes, sa construction reste inachevée au printemps 2011. Seuls 61 % du tracé prévu ont été réalisés. Cet édifice a d'ailleurs contribué à créer l'illusion d'une frontière, ainsi que l'ont montré les différentes contributions à cet ouvrage. En tant que dispositif le plus visible d'un système de contrôle complexe bâti au cours des dix dernières années, le Mur cache d'importantes reconfigurations sociales, économiques, politiques et territoriales (Bocco *et al.*, 2006 ; Dolphin, 2006 ; OCHA, 2009) qui en effet renforcent les imbrications entre espaces israélien et palestinien. Le gouvernement israélien lui-même semble avoir été pris au piège de ses stratégies de séparation. Lorsque, dans les semaines qui ont précédé la reprise des pourparlers de paix à Washington en septembre 2010, le Premier ministre B. Netanyahu a demandé à son homologue palestinien de reconnaître l'Etat israélien comme Etat juif, M. Salam Fayyad a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à une telle reconnaissance, à condition de recevoir une carte permettant de découvrir les frontières de la "nouvelle entité juive". La demande du Premier ministre palestinien est bien entendu restée à ce jour sans réponse, et pour cause !

Comme le rappellent Donnan et Wilson (2010), frontières nationales et étatiques rarement se superposent et, dans le cas israélo-palestinien, ce n'est certainement pas la Barrière qui pourra servir de frontière nationale, et probablement pas non plus de frontière interétatique future, en raison entre autres des effets qu'elle a produits.

En complément, mais aussi en contrepoint des études menées ces dernières années — certaines d'inspiration foucauldienne (Bornstein, 2002 ; Ophir *et al.*, 2009 ; Parsons & Salter, 2008 ; Shami, 2009 ; Weizmann, 2007 ; Zureik *et al.*, 2010) —, les auteurs de ce livre entreprennent une analyse fine des différentes formes de spatialisation de l'Etat en Israël et en Palestine, tout en étant attentifs aux effets des gouvernementalités transnationales multiples, à l'œuvre depuis une bonne vingtaine d'années dans les espaces de l'ancien mandat britannique. En effet, et pour le dire dans les termes de Ferguson et Gupta (2001), d'une part, les divers auteurs étudient les stratégies et techniques d'"inclusion verticale inscrites dans un ensemble de pratiques bureaucratiques" mises en œuvre par l'Etat israélien en tant que puissance occupante sur la société palestinienne, mais ils rendent compte aussi des transgressions que cette dernière, comme la société israélienne, pratiquent. Les résultats des recherches contenues dans ce livre ne postulent pas seulement l'effet du pouvoir sur les populations civiles, mais elles en évaluent également les réactions, les contournements et les réappropriations au niveau local.

D'autre part, les articles réunis dans cet ouvrage montrent que, si l'ensemble de phénomènes aujourd'hui regroupés sous l'appellation de "globalisation" influence les modes de gouvernementalité étatique disséqués par M. Foucault et appliqués au modèle de l'Etat-nation occidental transatlantique, cela est également vrai pour les dynamiques à l'œuvre dans un cas d'occupation militaire, comme celui de la Palestine. Au fond, l'Autorité palestinienne est une institution difficile à définir en termes sociopolitiques : elle est une organisation gouvernementale créée dans un projet de transition vers la paix qui dure depuis plus de dix-sept ans, mais elle n'a pas d'assiette territoriale reconnue et sa population a des contours flous — par rapport en tout cas à une partie de la diaspora palestinienne qui demande le droit au retour. De surcroît, sa souveraineté est partielle, en raison de l'occupation, et contestée, par l'opposition politique interne et externe. A l'image d'un certain nombre d'Etats d'Afrique subsaharienne, l'Autorité palestinienne nous paraît d'ailleurs faire l'objet de formes de "gouvernementalité transnationale"

auxquelles participent, selon des ordres hiérarchiques mouvants, les institutions de Bretton Woods, les organisations onusiennes et de coopération bilatérale, des ONG internationales et locales, confessionsnelles et laïques, des groupes paramilitaires aux réseaux régionaux et, *last but not least*, le gouvernement israélien (Bocco et Mansouri, 2008 ; Daoudi et Khalidi, 2008).

Ces diverses formes de gouvernabilité, étatiques et transnationales, loin d'être figées, parfois même contradictoires, n'empêchent pas les contestations et les transgressions, les détournements et les réappropriations car, "à l'ombre du Mur", les effets de "normalisation" sur les sociétés israélienne et palestinienne ne sont que partiels et partiels. C'est bien à une analyse pointue des différentes logiques de gouvernabilité locales, nationales et transnationales, et de leurs effets, que nous convient les contributeurs du volume, ce que je tenterai de mettre en perspective à travers une lecture foucauldienne de leurs études.

CONDUIRE LA CONDUITE DES AUTRES

La notion de pouvoir et celle de biopolitique en particulier, élaborées par M. Foucault (2004), ont inspiré plusieurs chercheurs qui, au cours de la dernière décennie, ont étudié l'architecture de l'occupation israélienne dans les Territoires palestiniens occupés (TPO). Les colonies en Cisjordanie constituent sans doute l'un des facteurs les plus importants dans la logique des restrictions de tout ordre imposées par les autorités militaires israéliennes à la population palestinienne (OCHA, 2009). La vie quotidienne de celle-ci est marquée par une multiplicité d'obstacles physiques (le Mur de séparation, les *checkpoints* fixes ou volants, les barrages routiers) qui s'accompagnent d'une panoplie de mesures administratives collectives (les bouclages des territoires ou les politiques de couvre-feu répétées, la destruction ou l'annexion de propriétés immobilières et foncières) et individuelles (l'octroi de permis de résidence et de travail, *ad personam* et magnétiques), que de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ne cessent de dénoncer (Human Rights Watch, 2010).

Visant à la fois le contrôle de la mobilité des personnes et des biens qui entrent, sortent et circulent dans les TPO, ces diverses mesures contribuent à réduire les espaces physiques dans lesquels évoluent les Palestiniens et montrent bien comment le pouvoir disciplinaire

foucauldien et ses effets "panoptiques" sont à l'œuvre en Palestine, et cela indépendamment du fait que le philosophe français n'ait jamais appliqué ses concepts à l'analyse d'un contexte colonial ou d'occupation. Toutefois, comme l'ont opportunément souligné Parsons et Salter (2008) : "La barrière n'emprisonne pas les TPO, mais resserre davantage l'étau sur les flux de population (et de biens). Les Palestiniens peuvent toujours traverser la barrière, l'enjeu n'étant plus l'enceinte, mais le contrôle de sa porosité. La question cruciale pour le bon fonctionnement de la barrière est le contrôle biopolitique qu'elle développe par rapport à d'autres instruments du pouvoir étatique israélien comme les documents d'identité, les permis de résidence ou les autorisations plus en général."

Il est également important d'ajouter que le contrôle des populations ne saurait se fonder simplement sur un pouvoir répressif : une composante majeure des systèmes de contrôle des ressources et des populations dans les TPO est bien constituée par une élaboration progressive de formes de connaissance. Autrement dit, le biopouvoir décrit par Michel Foucault nécessite également des connaissances fines, statistiques et techniques, géographiques et sociologiques des populations sous occupation, afin de se traduire dans des stratégies et tactiques qui révèlent des formes de gouvernabilité spécifiques.

Dans sa description de l'architecture de l'occupation, Eyal Weizman (2007) souligne bien, par exemple, comment les stratégies israéliennes de contrôle dépendent en grande partie des techniques de surveillance israéliennes, qui permettent la localisation des groupes de population, les régions qui présentent les risques ou les menaces les plus parentes pour Israël, les lieux où il convient de construire des tours d'observation ou d'implanter des *checkpoints*. D'autre part, comme l'ont mis en évidence Zureik, Lyon et Abu Laban à propos des nouvelles techniques de surveillance des populations élaborées et exportées dans divers pays du Nord et du Sud (2010) : "La surveillance est désormais un instrument fondamental des modalités de gestion administrative et cela implique le plus souvent l'utilisation de bases de données consultables en réseau. En cherchant de nouveaux modes pour maximiser les occasions et réduire les risques, les administrations se concentrent sur la collecte et l'analyse des données, l'objectif étant celui de la catégorisation de la population en groupes spécifiques pour en assurer un traitement différencié."

1. Toutes les citations en anglais ont été traduites par l'auteur de ce texte.

Ce qui est particulièrement saisissant dans le contexte israélien – l'un des conflits parmi les plus étudiés par les chercheurs en sciences sociales –, c'est la quantité d'analyses et de rapports qui sont publiés, circulent sur internet ou sont disponibles sur des sites web, produits par une multitude d'institutions, publiques et privées, agences onusiennes, ONG internationales et locales, "think tanks", centres de recherche universitaires... Depuis les accords d'Oslo (1993), les sondages et les études quantitatives se sont multipliés, permettant de constituer des bases de données souvent accessibles au grand public, ce qui n'a pas toujours été sans créer des conflits. En effet, pendant la deuxième intifada par exemple, le gouvernement israélien a reproché au responsable du bureau d'OCHA, à Jérusalem, de mettre à disposition sur son site web du matériel d'information relatif à la construction de la barrière de séparation, ce qui pouvait offrir des informations utiles aux "terroristes" palestiniens (1). Dans un cas plus dramatique, les résultats des enquêtes du PCPRS (Palestinian Centre for Policy Research and Surveys) – un centre de recherche privé basé à Ramallah –, relatives à la volonté d'exercer le droit au retour parmi les réfugiés palestiniens, avaient valu en 2004 des menaces et des atteintes à la sécurité physique pour son directeur, M. Khalil Shikaki.

La quantité de données produites au fil du temps, dont la qualité est variable, est utilisée de façon sélective par les décideurs politiques ou les bailleurs de fonds de l'aide internationale, mais ne produit pas nécessairement des effets de cohérence dans la mise en place de politiques sectorielles ou globales (Bocco, 2006)². Le plus souvent, les recherches commanditées par les décideurs politiques locaux et internationaux suivent des agendas politiques en compétition, parfois en contradiction même entre elles, pour légitimer certaines approches. En aval de cette production de connaissances de divers ordres, la population palestinienne est sujette à différentes formes de gouvernabilité, mises en place par des bureaucraties locales, nationales et transnationales. Toutefois, s'il est vrai qu'un

1. Il s'agit de groupes de réflexion qui produisent des rapports, des recherches appliquées, font des propositions pour la mise en œuvre de politiques.

2. Un exemple flagrant est constitué par les indices produits par les organisations internationales qui ne coïncident pas nécessairement les unes avec les autres. Les définitions de la pauvreté dans les TPO adoptées par la Banque mondiale, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) ou le BIT (Bureau international du Travail) diffèrent, ce qui n'est pas sans conséquences par rapport à la définition des groupes potentiellement bénéficiaires des programmes d'aide.

certain nombre d'études critiques se sont penchées sur l'étude des gouvernabilités à l'œuvre dans les TPO, plus rares sont les recherches – comme celles proposées par les auteurs de cet ouvrage – qui ont davantage focalisé leur attention sur le vécu des acteurs, leur quotidien, leurs stratégies de détournement des systèmes de contrôle, voire des réappropriations opportunistes des mécanismes de ces derniers.

Si, d'une part, les technologies du pouvoir sont les lieux où se donne à lire l'entremêlement "d'un ensemble de dispositifs concrets, de pratiques par lesquelles s'exerce matériellement le pouvoir" (Laborier et Lascombes, 2005), d'autre part, les rationalités gouvernementales ne se constituent pas en dehors de l'objet qui est la cible du pouvoir gouvernemental. Dans ce sens, le rôle de "résistance" de la population à l'encontre du pouvoir gouvernemental est constitutif des rationalités, technologies et dispositifs gouvernementaux eux-mêmes, voire de leur réactualisation.

À L'OMBRE DE GOUVERNEMENTALITÉS MULTIPLES : TRANSGRESSIONS, DÉTOURNEMENTS, RÉAPPROPRIATIONS

Dans la première partie de l'ouvrage, les deux essais qui analysent les "géographies de l'occupation" utilisent les exemples des *checkpoints* et des prisons israéliennes pour explorer un thème central dans la pensée foucauldienne, à savoir la façon dont les institutions et les rationalités politiques pensent et expriment l'espace, tout en constituant des formes de savoir à son endroit. Discipline et sécurité sont en étroite interaction : alors que la première vise la délimitation et l'enfermement de l'espace, la deuxième implique une ouverture et une libération de ce dernier afin de permettre la circulation des biens et des personnes (Foucault, 2004), les deux dynamiques concourant à un "art de répartition des individus dans l'espace" (Gros, 2004).

Les nouveaux "terminaux", étudiés par Shira Havkin, comptent parmi les plus récents atouts de la technologie politique israélienne pour créer l'illusion de la "frontière de l'occupation", là où elle n'existe pas. Leur développement répond à la nécessité d'éviter toute friction entre usagers palestiniens et soldats de l'armée israélienne, dont les comportements aux *checkpoints* avaient été fortement critiqués dans les phases les plus violentes de la deuxième Intifada. Tout en "améliorant les services" aux points de passage, mais en maintenant la

qualité du contrôle, les terminaux sont un instrument supplémentaire dans la mise en œuvre d'une politique de séparation qui ne dissocie pas deux territoires, mais qui hiérarchise Israéliens et Palestiniens par rapport à la mobilité et à l'accès aux ressources.

Microcosme privilégié pour l'analyse des nouveaux dispositifs et formes de gouvernementalité de l'Etat juif, la construction des terminaux s'inscrit surtout dans un processus plus large de privatisation du nombre d'institutions étatiques israéliennes. Ce processus témoigne d'un redéploiement des modalités de contrôle des populations résidant dans les TPO, à travers la délégation de l'administration de ces points de passage à des sociétés privées de sécurité. L'architecture des terminaux — proche des lieux sensibles ultrasécurisés, comme les aéroports ou les ambassades —, mais également la bureaucratiation des interactions entre usagers et contrôleurs, marquée par une distance physique nouvelle par rapport aux *checkpoints* habituels¹, ou encore la standardisation des procédures, voire la présence de points d'eau et de toilettes, constituent autant d'éléments qui concourent à camoufler en quelque sorte la violence de l'occupation et à la "dépolitiser".

La réorganisation du système carcéral et la mise en place d'un nouveau management, ancrées sur des logiques néolibérales, sont également le point d'entrée de S. Latre Abdallah dans son étude relative aux institutions carcérales israéliennes et au sort des détenus de sécurité palestiniens. Si l'ouvrage signé par Imail Nashif (2008) avait permis une analyse fouillée de la situation qui avait prévalu entre 1967 et les débuts des années 1990, le travail de Stéphanie Latre Abdallah constitue une brillante et nécessaire étude de l'évolution du système depuis les accords d'Oslo².

1. Le travail de Shira Havkin fait écho, à un autre niveau, à l'étude de deux chercheurs israéliens qui soulignent comment "les *checkpoints* n'ont pas été érigés à des fins disciplinaires et sont d'ailleurs dépourvus des attributs habituels des lieux disciplinaires connus (même s'ils en comportent certains traits, en particulier la disposition rigoureuse des individus dans l'espace). Mais les soldats, eux-mêmes produits de deux appareils disciplinaires hautement structurés — le système scolaire et l'armée —, reconnaissent le potentiel disciplinaire des *checkpoints*. Ils voient donc leur rôle comme étant souvent éducatif, dont le but est justement celui de corriger le comportement "enfantin" des Palestiniens qui, pris en transgression, sont punis afin d'apprendre à ne pas répéter les mauvais comportements" (Kotef and Amir, 2011).

2. L'étude de Stéphanie Latre Abdallah complète aussi la récente synthèse des travaux ethnographiques relatifs à la captivité palestinienne et ses implications ontologiques, développée par Bornstein (2010).

L'expérience de l'emprisonnement, en effet, est une dimension centrale et constitutive des liens qui unissent les Palestiniens en tant que communauté. L'importance de cette expérience parmi les résidents des TPO en particulier informe la construction des identités aussi bien nationales qu'individuelles. À partir de 2007, toutefois, le passage de l'ensemble des prisonniers dits de sécurité sous la tutelle de l'administration pénitentiaire israélienne — et non plus de l'armée — a été accompagné par le transfert progressif des prisonniers palestiniens dans l'Etat juif et par la suppression de la presque totalité des prisons israéliennes dans les TPO.

Si la détention en Israël, contraire aux dispositions du droit international, prive les détenus palestiniens des droits inhérents au contexte de l'occupation — notamment le droit aux visites familiales qui sont désormais réduites pour des "raisons de sécurité" —, cela n'empêche pas les autorités israéliennes de mettre en avant le caractère plus "humain" des nouvelles conditions de détention. En raison de nouvelles pratiques administratives et de la modernisation de certains établissements liés au transfert, les prisonniers sont désormais administrés par des sociétés privées, au lieu des soldats de l'armée israélienne ou des divers corps de sécurité étatiques. Lieu par excellence du travail sur le "corps palestinien" — individuel et collectif —, l'architecture carcérale multiplie également les modes de séparation des prisonniers poussant à l'individualisation de la vie en prison, ce qui s'inscrit dans un nouveau mode de gestion des détenus comparé à la situation qui prévalait il y a encore une quinzaine d'années.

La privatisation de services et la transformation des modes de gestion des prisonniers ont eu notamment pour objectif une réduction de coûts pour l'administration pénitentiaire israélienne, en obligeant l'Autorité palestinienne et les bailleurs de fonds internationaux à jouer le rôle de maillon financier et administratif du système carcéral israélien. En effet, s'il est vrai que le ministre palestinien des Prisonniers de guerre et des ex-détenus dispense des salaires aux prisonniers afin que ces derniers puissent acheter des denrées de première nécessité dans les magasins privatisés des établissements carcéraux, l'argent de ces salaires provient en grande partie des fonds versés par les institutions internationales au titre de l'aide

1. On estime que, depuis 1967, un tiers environ de la population palestinienne résidant dans les TPO a séjourné pour des durées différentes dans les prisons israéliennes.

humanitaire à l'Autorité palestinienne, cette aide financière internationale étant à son tour alimentée par une partie des impôts perçus auprès des citoyens européens et nord-américains...

Mais c'est bien l'établissement d'une "toile carcérale", telle que la nomme Stéphanie Larre Abdallah, qui permet de créer un système de contrôle diffus sur les Palestiniens dans les TPO. Il s'agit d'un contrôle fondé sur une connaissance fine des populations sous occupation, du point de vue des dynamiques économiques, mais aussi des structures sociales et politiques, que divers acteurs – les services de renseignements israéliens au premier chef, mais également le réseau de collaborateurs palestiniens souvent recrutés dans les prisons ou aux *checkpoints* – alimentent et mettent à jour constamment. Il s'agit également d'une "toile carcérale" qui a bénéficié des accords d'Oslo. Ces accords, signés à Washington en septembre 1993, ont permis au pouvoir occupant de réduire ses coûts économiques et de partager les coûts politiques, en rendant complices les services de sécurité palestiniens. Comme l'a souligné Parsons (2010), "crises institutionnelles et divisions territoriales dans les TPO reflètent le régime biopolitique (israélien) dans lequel se déploient le travail de maintien de l'ordre et les pratiques d'incarcération palestiniennes".

Si les instruments de la gouvernementalité décrits dans la première partie de l'ouvrage peuvent laisser imaginer l'existence d'un pouvoir israélien tenaculaire et très sophistiqué, les études rassemblées dans la deuxième partie et relatives à l'économie de la séparation, permettent de nuancer ces propos à travers une exploration de divers modes de contournement et de réappropriation du régime de séparation.

L'article de Lev Grinberg, tout d'abord, offre un cadre historique permettant de saisir l'évolution des relations économiques entre espaces palestinien et israélien depuis 1967, au moment où la Ligne verte qui faisait office de frontière a été supprimée. Après vingt-cinq ans d'occupation, l'économie des TPO était devenue une économie captive que les accords d'Oslo ont contribué à conforter. En effet, une frontière – sur l'ancienne Ligne verte par exemple – aurait été indispensable pour la bonne mise en œuvre d'une union douanière ou d'une *free trade zone*. Cependant, l'option choisie et imposée aux négociateurs palestiniens lors de la signature du protocole de Paris en 1994 n'a pas pris en compte la nécessité de frontières, en suivant par là les intérêts convergents de l'armée, du gouvernement et des milieux économiques israéliens. Les bailleurs de fonds internationaux, quant à eux, ont accepté de soutenir une économie palestinienne dans

l'impossibilité de la croissance et du développement et ont apparemment décidé de fermer les yeux sur les bénéfices qu'Israël pouvait tirer des nouveaux accords (Le More, 2008).

A partir des années 1990, les données relatives aux flux commerciaux montrent une relative stabilité et indiquent que 80 % des biens et des marchandises importés dans les TPO proviennent d'Israël et que 90 % des exportations sont dirigées vers l'État occupant. Ce dernier, par ailleurs, compte une population deux fois supérieure à celle, palestinienne, des TPO, alors que le revenu moyen par habitant en Israël est cinq fois plus élevé que celui des Palestiniens. La création et le maintien d'un marché captif dans les TPO pour la vente des produits israéliens ne sont pas simplement motivés par les profits engendrés par ce commerce, mais ont aussi pour objectif de contenir, voire d'empêcher, la contrebande de produits jordaniens ou égyptiens meilleur marché, ce que la création de toute *free trade zone* risquerait de produire en raison du difficile contrôle des frontières¹.

C'est à partir de la première intifada que les autorités israéliennes mettent progressivement en place des mesures de séparation. Au départ, elles reposent sur des restrictions de mouvement et visent surtout à contrôler l'entrée de la main-d'œuvre palestinienne au sein d'Israël. Pendant la deuxième intifada, l'armée développe une stratégie d'"encerclement" (*betery*) pour isoler les enclaves les unes des autres et affaiblir l'économie palestinienne. Ces bouclages ont contribué à déconnecter les villes et les villages de leur environnement. Toutefois, les diverses mesures adoptées par les autorités israéliennes n'ont pas jusqu'à présent réussi à séparer les espaces israéliens des espaces palestiniens. Bien au contraire, elles semblent avoir davantage favorisé la création de nouveaux réseaux économiques qui profitent justement du régime de séparation.

1. Comme l'ont souligné Daoudi & Khalidi (2008) : "Cette situation de dépendance a été renforcée par l'exportation de la main-d'œuvre en Israël, ce qui a créé une dynamique proche du *Dutch Disease*, manifesté par une augmentation des niveaux des salaires. En outre, le régime commercial existant impose à l'économie palestinienne tous les coûts de la libéralisation du régime commercial qui découragent l'adhésion à l'OMC, et cela malgré le fait qu'elle a accès à un moindre degré de ses bénéfices. La politique commerciale est également au cœur de la politique d'*asymmetric containment* qui – parallèlement aux politiques fiscales, monétaires et de contrôle du marché du travail – contribue à assurer le respect de la logique sécuritaire israélienne de la part des Palestiniens, tout en infligeant des sanctions unilatérales à ces derniers."

L'étude de Basel Natsheh et Cédric Parizot sur la contrebande de biens de consommation courante entre Israël et la Cisjordanie souligne la persistance de ces réseaux économiques au sein de quels acteurs palestiniens et israéliens coopèrent étroitement. Le maintien et la diversification de ces échanges informels sont directement liés aux mesures sécuritaires israéliennes qui ont diminué la capacité d'action de l'Autorité palestinienne dans les zones A et B de Cisjordanie. Les douanes et la police palestiniennes n'ont pas les moyens d'endiguer ces échanges qui transitent bien souvent par les colonies israéliennes. Les auteurs montrent ainsi les limites de la campagne de boycott lancée en 2009 par le Premier ministre palestinien Salam Fayyad.

Les exemples de contournement des réglementations ainsi que les réappropriations des différentiels de juridiction commerciale et fiscale décrits par ces deux auteurs sont souvent saisissants. Ces réseaux d'entrepreneurs israélo-palestiniens ne s'accaparent pas seulement les dysfonctionnements de ce système pour faire fructifier leurs commerces locaux, mais contribuent également à l'essor d'échanges internationaux. En l'absence d'une législation sur les contrefaçons, les marchands palestiniens deviennent les intermédiaires incontournables d'un trafic international à destination d'Israël. Ces entrepreneurs "sans frontières" contribuent donc à faire émerger de nouvelles formes de complémentarité entre les économies israélienne et palestinienne.

L'étude de Yaakov Garb, synthétise une enquête financée par la Fondation israélienne de coopération économique, sous-traitante d'USAID, dans le cadre de l'initiative américaine visant à faciliter le commerce palestinien. L'auteur analyse les flux du trafic des marchandises dans le Sud de la Cisjordanie et dévoile le très faible niveau de connaissance et de maîtrise de ces flux par l'administration israélienne. C'est en effet à partir de la deuxième intifada que les flux de marchandises entrant et sortant des TPO ont connu un régime de contrôle accru. Ils ont été canalisés en direction d'un certain nombre de points de passage, six en tout, tous à l'est de l'ancienne Ligne verte et situés en zone C, sous contrôle israélien.

Contrairement aux perceptions de l'administration israélienne et d'un certain nombre de bailleurs de fond internationaux, les marchandises sujettes à ce contrôle représentent moins de la moitié du flux global transitant par le Sud de la Cisjordanie. Le terminal de Tarqûmîya est régulièrement contourné par une majorité de transporteurs qui utilisent d'autres points de passage dans la région d'Hébron.

Créé pour renforcer la mainmise des autorités israéliennes sur les flux de marchandises, ce terminal a également contribué à faire émerger de nouvelles activités et de nouveaux réseaux d'échanges formels et informels. Dans ses environs, de petits commerces de diverses natures ont fleuri, profitant de la concentration du trafic vers le point de passage. Les ruptures de charge impliquées par le système *back-to-back* a structuré de nouvelles relations entre chauffeurs palestiniens d'Israël, entrepreneurs des TPO et de l'Etat juif. Comme l'explique bien Yaakov Garb, les mouvements au sein des espaces palestiniens et entre ceux-ci et Israël ne sont compréhensibles que par l'étude de "champs de force" multiples et inégaux. Enfin, la mise en évidence de la porosité des lignes de séparation, des angles morts de la surveillance et de l'aveuglement organisationnel des administrations israéliennes montre bien le caractère fragmenté et complexe du pouvoir qui sous-tend l'occupation et qui permet, malgré elle, le développement de différentes formes de résistance, détournement et réappropriation.

La troisième partie de l'ouvrage nous invite à regarder de près le "Quotidien aux marges de la nation", à la fois celle palestinienne en Israël (dans ses frontières de 1949) et celle israélienne, au nord-est de la bande de Gaza. Il s'agit de saisir les effets des frontières sur les constructions sociales, sur les identités nationales tout particulièrement, car "la frontière traverse le corps social, établit la socialité, classe les individus et les groupes, interdit et prescrit, éloigne et rapproche, fait et défait, ouvre et referme. Elle est une entité paradoxale puisqu'elle assemble quelque chose et son contraire ; et pourtant elle est nécessaire à l'individu en société ; elle donne sens en définissant les contours d'un lieu, d'un domaine, d'un groupe ou d'une idée" (Bocco et Meier, 2005).

Elisabeth Marreu explore les relations entre Palestiniens d'Israël et des TPO, citoyens "juridiquement séparés" depuis 1948. Elle invite le lecteur à penser les liens qui unissent les deux communautés par-delà la séparation et à travers les sentiments d'appartenance, ceux de l'identité nationale surtout. Les études sur les Palestiniens d'Israël – qui constituent un cinquième de la population résidant dans l'Etat juif – se sont multipliées au cours des vingt dernières années. La deuxième intifada a davantage réveillé chez eux une conscience identitaire. Celle-ci se manifeste de plus en plus ouvertement dans la sphère publique, à travers la formation de diverses associations et organisations non gouvernementales, ou les prises de position de leurs représentants à la Knesset. Les relations de dépendance

économique remarquées entre patrons arabes d'Israël et travailleurs palestiniens des TPO souvent en situation illégale, ne sauraient diminuer l'importance des activités de soutien des Palestiniens d'Israël à l'égard de ceux résidant dans les TPO. En effet, là encore, les politiques de séparation semblent bien avoir contribué à réorganiser les relations entre Palestiniens de part et d'autre de la ligne, et susciter de nouvelles formes de solidarité dans un contexte de relations de pouvoir profondément restructurées.

Dganit Manor, de son côté, explore la structuration du discours hégémonique israélien à partir de ses marges et zones frontalières, en focalisant l'attention sur les volontaires de la garde civile, engagés dans la poursuite de travailleurs palestiniens illégaux et d'autres suspects, ou de leurs empreintes. Dépourvus du capital symbolique des soldats des unités de combat, frappés du stigmate d'amateurs, les gardes civils qui opèrent à proximité des régions situées au nord de la bande de Gaza, "actent le nationalisme" à travers des pratiques sécuritaires et des séances d'entraînement qui reproduisent les stéréotypes relatifs à l'image de l'ennemi arabe – stéréotypes largement calqués sur les constructions orientalistes de l'Aure.

Certains scénarios décrits par Dganit Manor évoquent même *Le Désert des Tartares*¹ car les pratiques sécuritaires comme les équipées de nuit, les barrières et les patrouilles se structurent autour d'une construction nationale de l'ennemi et de son apparence imaginaire. Contrairement toutefois au héros du roman de Buzzati, les gardes civils interpellent parfois de jeunes Palestiniens qui ont franchi la frontière : ces épisodes tiennent alors lieu de véritables actes de combat contre un ennemi répuré dangereux et permettent aux gardes civils de construire une image de soi dépassant le stade de l'amateurisme. Les interventions à la frontière permettent surtout de justifier un état de guerre qui serait donc imposé à la société israélienne par l'ennemi palestinien et renforcent les frontières du soi national et de la communauté imaginée.

La quatrième partie de l'ouvrage est consacrée à un aspect particulier des représentations de soi et de l'Autre, celui qui est construit par les guides touristiques ou les organisateurs de voyages en Israël et dans les TPO. Là, les divers symboles de l'occupation et les

politiques de séparation peuvent être parfois passés sous silence ou au contraire mis en avant en tant que piliers d'un discours militant, dans un jeu de proximité et de distance par rapport à la réalité sur le terrain.

Marc Hecker focalise l'attention sur les conditions de production du savoir des organisateurs de voyages, un savoir qui reflète les grilles de lecture dominantes du conflit israélo-palestinien développées en France dans les associations pro-israéliennes et pro-palestiniennes et qui opposent la vision d'une Palestine colonisée à celle d'un Etat israélien démocratique en lutte contre des régimes arabes tyranniques et des groupes islamistes. "Voyages d'information" et "visites de solidarité" renvoient dos à dos des visions qui se veulent "objectives" dans le premier cas, et militantes dans le deuxième, qui ne peuvent d'ailleurs être qualifiées d'humanitaires, car elles sont dépourvues de neutralité, comme les principes de l'intervention humanitaire l'exigent. Il s'y ajoute une troisième catégorie, celle des "voyages politico-spirituels". Leurs caractéristiques sont plus ecuméniques quand ils entendent favoriser les rencontres entre voyageurs, rabbins, imams, membres du clergé chrétien en Terre sainte, et également représentants d'organisations internationales travaillant sur place.

C'est la confrontation avec la frontière qui affecte différemment le voyage des groupes de visiteurs. Les interrogatoires menés par les employés de la sécurité des aéroports israéliens se révèlent généralement longs et intrusifs et marquent souvent les groupes pro-palestiniens. L'impression des groupes pro-israéliens, pour qui le passage des frontières à l'aéroport est généralement une formalité, est tout autre. Mais, au-delà des différences entre les types de voyages et leurs participants, Marc Hecker souligne les éléments de convergence entre ces expériences. Le nombre de ces voyages se multiplient au fur et à mesure que se dégrade le conflit. Ils ont tous une forte dimension politique et les organisateurs ne montrent aux voyageurs qu'une réalité partielle et partielle.

Le travail de Jackie Feldman fait écho à celui de Marc Hecker, puisqu'il détaille l'infrastructure, les pratiques et les discours des voyages organisés à l'intention des pèlerins chrétiens. Au-delà de l'intérêt économique qu'ils représentent, ils permettent aux guides israéliens ou palestiniens de promouvoir différentes visions du conflit. Il s'agit le plus souvent d'un dialogue politico-religieux sophistiqué qui est engagé entre guides et pèlerins-touristes. Intervenant essentiellement au cours du séjour en Terre sainte, ce dialogue est précédé par les

1. Dans ce célèbre roman, Dino Buzzati traite de façon suggestive et poignante de la fuite vaine du temps, de l'attente et de l'échec, dans le cadre d'un vieux fort isolé à la frontière où un lieutenant attend la gloire dont le privent la vieillesse et la maladie. Voir Dino Buzzati, *Le Désert des Tartares*, Paris, LaFont, 1949.

divers moyens de publicité des séjours promus par les agents de voyage dans les pays de départ, à travers des brochures et des sites internet.

L'analyse des pratiques et des explications offertes par les visites guidées aux groupes de chrétiens sionistes – où le Mur devient “invisible” et n'est jamais mentionné – ou à ceux des *Living Stones* tours¹, organisés pour des pèlerins plutôt pro-palestiniens, est souvent saisissante. Alors que la visite de la colonie de Gillo, présentée comme un quartier de Jérusalem, permet de mettre en valeur devant les pèlerins chrétiens sionistes la difficile lutte des Israéliens contre les “terroristes” palestiniens habitant les collines d'en face, dans les discours des guides qui accompagnent les *Living Stones* tours, Jésus est assimilé aux Palestiniens et les soldats israéliens présents aux *checkpoints* sont censés rappeler les soldats romains... Ces exemples dévoilent bien les effets déformants et manipulateurs des narrations politico-religieuses élaborées pour gagner la sympathie des uns ou des autres, en espérant par là un effet de conscientisation, sinon de mobilisation, dans les pays d'origine des pèlerins.

Un dernier point à souligner à propos de cet ouvrage collectif est le fait qu'il est le fruit d'un programme regroupant des chercheurs israéliens, palestiniens et internationaux. Dans un contexte politique hautement sensible, les chercheurs en sciences sociales sont des acteurs généralement considérés comme relativement marginaux, souvent trop critiques, parfois appelés à jouer le rôle de consultants, en tout cas constamment confrontés aux règles éthiques de leur métier. Selon leurs positions – appuyées par les données issues de leurs recherches –, ils peuvent être stigmatisés par les décideurs politiques de leur propre pays ou des sociétés en conflit, mais aussi par leurs propres collègues. En tant qu'acteurs sociaux, les chercheurs peuvent-ils échapper à la “normalisation politique” du discours scientifique que les acteurs institutionnels, locaux ou internationaux, essaient souvent de leur imposer² ? Ont-ils le droit, et sous quelles conditions, de franchir les frontières du “politiquement correct” établies par les institutions israéliennes³ et palestiniennes ? Comment

1. En référence aux Palestiniens chrétiens qui symbolisent une présence ininterrompue du christianisme en Terre sainte.

2. Exemple réussi de dialogue académique à cheval sur les “frontières politiques”, est bien le projet PALISAD (Palestinian-Israeli Academic Dialogue), commencé au printemps 1997 et dont une partie des travaux a été récemment publiée (Pappé & Hlail, 2010).

3. Le livre récent de Shlomo Sand, Derek Penslar et Avi Shlaim (2010) non seulement fait état des débats sur l'historiographie israélienne dans les académies

les jeunes chercheurs parviennent-ils à s'opposer à une génération d'ânés qui, souvent en raison de positions militantes et idéologiques, a fixé il y a longtemps déjà les limites du dialogue avec l'“Autre” en termes d'approches scientifiques et de contacts physiques ?

La complexité du conflit israélo-palestinien retentit également à ces divers niveaux et les débats sur le boycott académique des institutions israéliennes ont été particulièrement virulents dans les Territoires palestiniens, en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique du Sud, pour ne citer que les cas les plus médiatisés. Il est vrai que les universités israéliennes et plusieurs centres de recherche privés sont des composantes-clés du capital culturel et économique de l'Etat juif. De surcroît, comme l'a souligné Lisa Taraki (2010), la majorité des institutions universitaires israéliennes font partie du “complexe militaire-sécuritaire-industriel”, censé œuvrer dans l'intérêt national du pays défini par ses instances dirigeantes. La porosité des frontières entre activités universitaires et activités dans les institutions militaires y est très forte, ce qui pose le problème de l'autonomie de l'université et de la recherche académique dans la définition de ses priorités et de ses financements.

Faire une équation directe et immédiate entre institutions universitaires et enseignants ou chercheurs individuels serait néanmoins une erreur : ces derniers ne sont pas tous politiquement “normalisés”, bien au contraire les voix critiques ne manquent pas dans l'*establishment* israélien. Au Royaume-Uni, l'évolution ces dix dernières années du débat sur le boycott des universités israéliennes montre bien comment on gagnerait à recentrer l'enjeu sur ce que l'on appelle la “liberté académique”, autant pour les étudiants – palestiniens en l'occurrence, qui doivent avoir la possibilité de suivre régulièrement leur cursus universitaire, sans être victimes des aléas de l'occupation – que pour les enseignants, en particulier israéliens, qui font l'objet de véritables chasses aux sorcières lorsque leurs positions critiques n'épousent pas les positions de leur gouvernement (Blackwell, 2010).

Dans cette perspective, il est important de souligner le courage des chercheurs qui ont décidé de travailler ensemble au sein d'un programme qui leur a permis de confronter des agendas de recherche, des postulats théoriques et méthodologiques différents, pour élaborer

de l'Etat juif, mais souligne également les dangers de la “normalisation” politique que les gouvernements israéliens essaient d'imposer dans le cursus des facultés des sciences humaines et sociales à travers, par exemple, une histoire sélective, épurée et orientée du conflit israélo-palestinien.

des perspectives communes et engager de véritables débats scientifiques. Les directeurs de l'ouvrage et les auteurs ont clairement inscrit leur travail contre des clivages scientifiques, reflets de clivages politiques. Et, d'ailleurs, est-il possible de comprendre les logiques à l'œuvre dans le conflit israélo-palestinien en ne conduisant des recherches que d'un seul côté du Mur, si tant est que ce côté existe encore ?

LES LIMITES DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Les événements que l'on qualifie désormais de "Printemps arabe", survenus dans l'hiver 2010-2011 au Maghreb et au Machrek semblent inaugurer une deuxième phase du processus de décolonisation amorcé après les indépendances et gelé durant les années de la guerre froide. Ayant vu dans les régimes autoritaires un rempart utile dans la lutte contre le communisme – et ensuite contre l'islamisme radical –, le bloc occidental guidé par les États-Unis a longtemps préféré conforter une série de régimes autocratiques au pouvoir. Les phases plus ou moins timides de libéralisation politique inaugurées au début des années 1990 n'ont pas abouti à de véritables processus de démocratisation et, après le 11 septembre 2011, les logiques sécuritaires de la "guerre contre la terreur" lancée par l'administration Bush ont permis à plusieurs dirigeants arabes de se maintenir au pouvoir, voire de se sentir légitimés dans leur fonctionnement autoritaire.

Envisagées à partir d'une perspective historique, les révoltes du Printemps arabe, différentes selon les pays concernés et les sociétés, ne sont pas entièrement nouvelles. Depuis la deuxième moitié du XIX^e siècle au moins, les rébellions arabes, violentes et non-violentes, contre les pouvoirs coloniaux – ottoman et européen – ont été nombreuses. Ce qui, en revanche, semble nouveau, ce sont les cibles des protestataires et des révolutions en cours, à savoir les régimes en place, qui sont parfois des avatars coloniaux et souvent des formes modernisées d'un impérialisme occidental par délégation qui ne dit pas son nom. Des régimes qui ont créé de l'exclusion et n'ont pas permis la mise en place de formes de participation politique adéquates, voire la réalisation d'idéaux d'égalité et de démocratie (Khalidi, 2011). On peut même avancer l'idée que, dans une perspective arabe régionale, ces mouvements de protestation ont marqué de façon définitive la faillite de la révolution égyptienne de

1952, comme de celles irakienne et syrienne qui avaient suivi, entraînant les espoirs de changement d'une large partie des sociétés arabes. Progressistes ou conservateurs, les divers régimes issus des indépendances n'ont su se différencier que par des politiques étrangères, elles-mêmes mouvantes au gré des changements sur l'échiquier régional de la guerre froide. Ces mêmes régimes, toutefois, se sont le plus souvent fait écho par rapport aux modes de gestion autoritaire de leurs sociétés.

Ces révoltes des jeunes (*shawwa shabab*), comme on les a qualifiées en Tunisie et en Égypte, mais également ailleurs dans le monde arabe, ont exprimé un besoin de dignité, individuelle et collective, face à des autocrates qui ont considéré leurs sociétés comme immatures, dangereuses, pas prêtes pour la démocratie. Si ces mouvements de protestation et leurs agendas de revendications montrent que les sociétés arabes ne sont peut-être pas très différentes d'autres, en Europe de l'Est ou en Amérique latine, dans leur quête de justice, les changements en cours permettent un renouvellement des perceptions tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la région. Pour une fois, et après des décennies de dénigrement, les sociétés arabes apparaissent finalement sous une lumière positive : entre les "fous de Dieu" et les autocrates, une apparente majorité restée longtemps silencieuse a commencé à s'exprimer.

Peut-on espérer dès lors un printemps israélo-palestinien ? La seule certitude au moment de ces conclusions est l'effet surprise provoqué par les révoltes arabes, événements que les *leaderships* palestinien et israélien n'avaient pas prévus. Après avoir incité les États-Unis et l'Europe à soutenir le rais égyptien lors des premiers moments de faiblesse avérée, et à contenir les protestations, le Premier ministre israélien s'est ensuite cantonné dans un discours emprunté aux canons de la paix libérale, qui vante les mérites des régimes démocratiques peu enclins à se faire la guerre entre eux. Le revirement de circonstance ne saurait pas cacher la crainte d'une remise en question des accords de paix israélo-égyptiens de Camp David. En réalité, ce sont à la fois le gouvernement de l'État juif et l'Autorité palestinienne qui, pour des raisons différentes, semblent se sentir "orphelins" du régime Moubarak et de l'un de ses principaux représentants, Omar Suleiman, ancien chef des services de renseignements égyptiens, qui au cours des dernières années avait œuvré à une médiation à la fois israélo-palestinienne et intra-palestinienne.

S'il est encore trop tôt pour voir précisément la configuration du régime post-Moubarak et pour faire le bilan d'une transition

encore inachevée, il est possible d'observer les premières actions du nouveau régime égyptien – qui devrait de surcroît bénéficier à l'automne 2011 d'une légitimité des urnes. Ce dernier ne semble plus disposé à continuer à faire la police pour le compte de l'État israélien, comme l'atteste la volonté d'ouvrir les frontières avec la bande de Gaza. De surcroît, l'intention de donner un nouvel élan aux relations avec l'Iran devrait se concrétiser en 2011 par la réouverture de l'ambassade égyptienne à Téhéran. Ces intentions ont déjà produit des effets collatéraux. La récente réconciliation entre le Fatah et le Hamas ne traduit pas simplement une nouvelle position du régime égyptien et des partenaires concernés, mais également de Damas, qui héberge une partie du leadership politique du mouvement islamiste palestinien.

Les accords de réconciliation, signés au Caire fin avril 2011, stipulent entre autres une série de mesures transitoires en vue de nouvelles élections, un gouvernement technique intérimaire et la fusion des forces de sécurité du Hamas et du Fatah. Si la réaction du gouvernement israélien n'est pas surprenante – gel des droits de douane de l'Autorité palestinienne perçus par l'État juif et menace de rupture des relations avec le Fatah, intimidé de choisir entre la paix et « une alliance avec les terroristes » – les enjeux de fond s'inscrivent dans le projet annoncé par Mahmoud Abbas de déclaration unilatérale d'un État palestinien à l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2011. Encouragée par les déclarations de reconnaissance d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza de la part de plusieurs États latino-américains en 2010, la diplomatie palestinienne compte multiplier ses efforts et négociations auprès des autres États membres des Nations unies. Sa quête du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien ne bénéficiera probablement pas du même contexte qui avait permis à Ben Gourion la déclaration de l'État d'Israël en 1948, car la force des armes peut bien entendu faire encore une fois la différence.

L'avenir des changements en cours est difficilement prévisible, mais si de véritables processus de démocratisation sont engagés et aboutissent à des transformations substantielles, Israël et l'Autorité palestinienne, mais aussi le Hamas risquent d'en être affectés. Les révoltes non-violentes en Tunisie et en Égypte n'ont pas été suscitées ou portées par des mouvements islamistes. Par ailleurs, leur caractère non-violent a contribué indirectement à délégitimer les stratégies de lutte armée de certaines organisations islamistes dans la région, car elles n'ont pas conduit au renversement des régimes autoritaires

et l'islam n'est peut-être plus la seule voie. Une Palestine entourée de quelques régimes démocratiques renverrait forcément en question le pouvoir du Fatah en Cisjordanie et du Hamas à Gaza : ce ne serait plus seulement le Quartet qui demanderait des réformes démocratiques des institutions politiques palestiniennes, mais peut-être les résidents des TPO eux-mêmes qui les revendiqueraient de façon explicite – ce qui en partie a déjà commencé –, en posant la question de la légitimité de la représentation politique assumée depuis les processus d'Oslo par une partie de la vieille garde du Fatah et sa clientèle.

L'avènement de régimes démocratiques au Moyen-Orient amènerait à une redéfinition possible du rôle d'Israël dans la région et vis-à-vis des Palestiniens en particulier. Ne pouvant plus prétendre au fait d'être la seule démocratie dans la région¹, la nature même de son régime pourrait être questionnée. En effet, démocratie et occupation militaire sont-elles compatibles ? Est-il acceptable que la démocratie israélienne entretienne des pratiques discriminatoires à l'égard de ses citoyens non juifs ? Les écrits d'un certain nombre d'intellectuels juifs et israéliens comme Ilan Pappé, Oren Yiftachel, Uri Davis ou Norman Finkelstein, qui ont soulevé les questions de l'ethnocratie ou de l'apartheid et qui ont souvent été marginalisés ou discrédités en raison de leurs positions critiques à l'égard du gouvernement israélien, pourraient être réévalués.

Ce livre ne prétend pas répondre aux grandes questions en suspens et ses auteurs ne détiennent pas des boules de cristal permettant de prédire l'avenir. Plus modestement, mais de façon précise et pointue, les études de l'ouvrage offrent un aperçu détaillé des transformations des modes de gouvernementalité, des territorialités et des confluctualités dans l'espace israélo-palestinien, intervenues entre les accords d'Oslo et le début de la deuxième décennie du XXI^e siècle. S'il n'est pas possible de prévoir ce qui va se passer, en revanche, l'analyse des obstacles actuels qui compromettent la création d'un État palestinien devrait permettre de relativiser l'optimisme que certains changements pourraient induire, ou au moins fournir des bases de connaissance pour la prise de décisions futures qui ne sauraient pas faire l'impasse sur les conséquences du régime d'occupation sur les sociétés palestinienne et israélienne².

1. Ce qu'elle n'est déjà pas si l'on pense à la Turquie ou au Liban.

2. La littérature en sciences sociales a consacré beaucoup d'études aux conséquences de l'occupation sur la population palestinienne à divers niveaux, mais beaucoup

Enfin, cet ouvrage a pris en compte différentes formes de "frontières", qui n'en sont pas juridiquement parlant : le Mur, les *check-points*, les barrages routiers, les systèmes de bouclage à divers niveaux... autant d'instruments d'une politique de séparation dont l'efficacité se révèle relative, mais fonctionnelle par rapport aux stratégies d'occupation. Un projet de paix incluant l'existence de deux États devra forcément comporter de véritables frontières, celles de 1967 peut-être, qui ont constitué la base des accords d'Oslo et que le Premier ministre israélien, lors de son voyage aux États-Unis en mai 2011, a refusées comme base de négociation pour la reprise de pourparlers. Pourrant, de véritables frontières pourraient probablement contribuer à garantir une paix durable non seulement aux Palestiniens, mais surtout aux Israéliens, finalement reconnus par leurs anciens ennemis dans un espace territorialisé.

RICCARDO BOCCO

LES AUTEURS

Riccardo BOCCO est professeur de sociologie politique à l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID). Il a été secrétaire scientifique du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient (CERMOC) entre 1995 et 1999, puis directeur de recherche de l'Institut universitaire en études du développement (IUED) de 2000 à 2003. Il a enseigné à l'École des hautes études en sciences sociales (Paris) et à l'université de Bologne (Italie). Ses principaux domaines de recherche sont le rôle des organisations d'aide internationale et leur impact sur les programmes humanitaires et de développement.

Jackie FELDMAN est professeur au département de sociologie et d'anthropologie de l'université Ben Gourion en Israël. Ses recherches portent sur les pèlerinages, le tourisme, le tourisme politique, l'anthropologie du christianisme, les rituels, les rituels civils et le changement social, la commémoration de l'Holocauste, l'anthropologie des musées, l'étude des traumatismes et de la mémoire, l'histoire et l'anthropologie.

Yaakov GARB est professeur à l'université Ben Gourion du Néguev en Israël. Il a été chercheur à l'Institut d'études avancées de l'université de Princeton, post-doctorant à Harvard et à l'université hébraïque de Jérusalem. Il a été professeur assistant invité en relations internationales à l'Institut Watson de l'université Brown. Outre son travail universitaire sur les politiques des mobilités, il a conduit des recherches appliquées en planification urbaine en Europe centrale et en Israël, et de nombreuses études techniques sur les mobilités dans les espaces israélo-palestiniens.

moins à ses effets sur la société israélienne, véritable "société en armes". Une récente étude, fruit de plusieurs années de travail d'une équipe de sociopsychologues de l'université Ben-Gourion, vient combler ce manque, en pointant surtout les conséquences sociales du régime d'occupation. Voir Halperin *et al.*, 2010.